**SEANCE PLENIERE DU DEPARTEMENT**

**MERCREDI 17 DECEMBRE 2014**

**INTERVENTION DE SEBASTIEN JUMEL**

Monsieur le Président,

Chers(es) collègues,

Comme si le désarroi des Français et l’impopularité record de l’exécutif ne suffisait pas à éviter la déroute de ceux qui soutiennent la politique du Gouvernement, en mars prochain, les candidats devront faire avec un handicap supplémentaire aux prochaines élections cantonales, car le texte définissant les nouvelles compétences territoriales ne sera pas adopté avant ces élections.

Le très sérieux journal Le Monde titrait hier : « De nouveaux conseillers avec des compétences floues ».

C’est hallucinant, surréaliste. Le gouvernement, celui du renoncement à la parole donnée au peuple de gauche, place les Français devant le vide avec une équation à trois inconnues.

Un redécoupage flou, des compétences floues, un avenir flou pour le Département. Alors que chaque jour qui passe, la colère monte et l’exaspération avec. Alors que nous pensons que face à la crise il faut un département de gauche sociale qui protège.

Pour paraphraser Martine AUBRY, qui avait pronostiqué l’orientation libérale de cette gauche molle : les élus que nous sommes ne peuvent réduire l’existence à l’austérité généralisée.

Plusieurs actualités de ces derniers jours renforcent notre colère, mais aussi notre détermination à porter l’alternative face à cette politique qui va dans le mur.

L’élection partielle dans la 3ème circonscription de l’Aube confirme la bérézina des municipales et des européennes. Comment cependant le Gouvernement ne peut-il voir cela ?

Le 1er sujet concerne l’éducation prioritaire. Le Vice-Président en charge de l’éducation que je suis, fier du travail accompli énorme depuis 2004 dans ce domaine, ne pouvait rester silencieux sur ce sujet.

La Ministre de l’Education Nationale, sourde à nos demandes, sourde aux protestations légitimes de la communauté éducative, persiste et signe aujourd’hui dans la presse régionale. Elle annonce sa carte de l’éducation prioritaire qui déshabille les pauvres pour habiller les plus pauvres.

Vous avez, Monsieur le Président, et je vous en remercie, devant la colère de la communauté éducative, relayé ma demande d’un CDEN extraordinaire, à laquelle les représentants de l’Etat, en utilisant tous les subterfuges possibles pour la retarder.

Mais sur le fond, alors que le gouvernement devrait porter au plus haut l’exigence de l’égalité républicaine en remettant en cause aujourd’hui l’éducation prioritaire sans considération des réalités économiques et sociales du territoire, le gouvernement renie son héritage.

Ceux qui considèrent qu’il faut aujourd’hui vider l’éducation prioritaire de sa substance, comme ils ont vidé les notions de progrès social, d’égalité et de justice sociale, n’ont pas de légitimité pour gouverner au nom de la gauche, et des intérêts des classes populaires et moyennes.

Oui, il fut un temps où la république a su faire preuve d’ambition et d’audace. Elle en a aujourd’hui encore les ressources et plus que jamais les enfants de Dieppe et de tout le pays en ont besoin.

Le 2ème sujet d’actualité, avant que Hubert WULFRANC ne prolonge quelques instants la contribution de notre groupe pour dénoncer la casse industrielle qui se présente en Seine Maritime, est lié aux annonces sur l’ANRU 2.

Hier, le Président de la République a dévoilé, sans aucune concertation préalable avec les collectivités locales, son nouveau plan de rénovation urbaine.

5 milliards d’euros seront consacrés à ce nouveau programme, ce qui est bien, mais moins que le programme précédent.

En Seine Maritime, Rouen, Petit Quevilly, Cléon, sont annoncés. Et j’espère solennellement que cette liste n’est pas exhaustive et n’implique pas les sites retenus au titre du programme d’intérêt régional, car sinon les Maires et les populations fragilisées qui vont avec auront le sentiment une fois de plus d’avoir été oubliés, abandonnés, méprisés. A l’image du découpage sur les ZEP ou bien du charcutage cantonal, où ceux qui tenaient les ciseaux risquent de se couper les doigts, si cette liste de l’ANRU est confirmée comme exhaustive, la question qui se pose est claire et heurte l’engagement d’une république irréprochable.

Faut-il avoir sa carte au parti socialiste pour que les populations fragiles soient reconnues, écoutées, respectées ?

Monsieur le Président, chers(es) collègues,

La séance d’aujourd’hui est la dernière de la mandature. Celle-ci aura été marquée par des avancées indéniables, sous le mandat de Didier MARIE, comme sous le vôtre et dans lequel les élus communistes et républicains ont porté une contribution exigeante, une empreinte importante, même si l’essentiel aujourd’hui n’est pas de faire le bilan.

Aujourd’hui, nous devrons voter le dernier budget de la mandature. Nous en débattrons. Notre groupe vous donnera son point de vue et fera part de nos propositions alternatives, notamment pour lutter plus fortement contre l’asphyxie financière décidée par l’Etat que vous subissez comme nous.

Dans son volet recettes il porte, parce que le département la subit, l’austérité qui fait mal, inefficace économiquement et injuste socialement. Mais sur le volet dépenses il porte mieux l’empreinte des élus communistes.

Mais l’essentiel n’est pas là. Ce budget, comme dirait ma grand-mère, si elle vivait encore est « moins pire que si il était mieux ».

En fait, ce qu’il faut retenir de cette dernière séance, c’est que face à cette crise sans précédent, économique, sociale, politique, nous n’avons pas besoin de moins de Département, mais de plus de Département. Nous voulons un département qui partage, qui protège, nous voulons un département solidaire des communes, nous voulons un département qui place l’aménagement équilibré des territoires au cœur de son projet.

Nous voulons un département qui agit pour le développement industriel, pour des territoires de vie. Ce sera la contribution de la gauche qui ne renonce pas, la gauche fidèle au respect de la parole donnée dans cette campagne électorale et ce mouvement peut être majoritaire.

La deuxième chose que je veux retenir pour cette dernière séance, je la puise dans mes souvenirs de collégien qui a suivi ses études en zone d’éducation prioritaire, lorsqu’il apprenait le Cid de Corneille :

*« Nous partîmes 500, mais par un prompt renfort, nous nous vîmes 3 000 en arrivant au port, tant, à nous voir marcher avec un tel visage, les plus épouvantés reprenaient du courage ! »*

A chaque séance, puisqu’il est resté fidèle au peuple de gauche, le groupe des élus communistes et républicains a démontré sa combativité, sa capacité de rassemblement.

En deux séances, notre groupe s’est renforcé. Jacky HELOURY, d’abord, conseiller général de Saint Valery, nous a rejoints, Bruno THUNES, conseiller général de Cany Barville. Aujourd’hui c’est un acte politique important qu’il faut mesurer à sa juste valeur, Michel FOUQUET n’est pas en séance.

Aujourd’hui, ce mouvement en appelle d’autres. De tous ceux qui ne se reconnaitront pas dans ce que la loi MACRON symbolise comme orientation définitive libérale.

En Seine Maritime, aujourd’hui comme demain, il faudra compter avec la force du groupe que nous représentons. La dynamique est de ce côté, le rassemblement du peuple de gauche aussi.